



Tous droits réservés

DROIT PROCÉDURE PÉNALE

Séance 9 - Les actes de l'instruction

I. Les actes de l'instruction	2
A) Les auditions et interrogatoires	2
1) <i>L'audition des témoins simples</i>	2
2) <i>L'audition de la partie civile</i>	3
3) <i>L'audition de la personne mise en examen</i>	3
a) <i>L'interrogatoire de première comparution</i>	3
b) <i>La mise en examen</i>	4
2) <i>Les interrogatoires ultérieurs</i>	5
II. L'audition du témoin assisté	5
A) Les confrontations	6
B) Les expertises	6
C) L'enquête de personnalité	6
D) Les autres actes de l'instruction	7
1) <i>Les perquisitions et saisies</i>	7
2) <i>Les réquisitions</i>	8
3) <i>Les mesures de surveillance</i>	8
a) <i>La géolocalisation</i>	8
b) <i>L'interception des correspondances émises par voie électronique</i>	8

I. Les actes de l'instruction



Définition : L'instruction consiste à réunir les éléments permettant de savoir si les charges sont suffisantes pour permettre le renvoi devant une juridiction de jugement.

« Le juge d'instruction procède, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité. Il instruit à charge et à décharge » (**art.81 al.1 CPP**).

Le juge d'instruction fait différentes opérations dites **actes de l'instruction** (**art.92 et s. CPP**).



Exemple : Transport sur les lieux, interrogatoire de la personne mise en examen, perquisitions, saisie des documents, expertise, etc.

A) Les auditions et interrogatoires



À retenir : Le juge d'instruction dirige les interrogatoires, confrontations et auditions, mais le procureur de la République et les avocats des parties peuvent durant le déroulement, poser des questions ou présenter de brèves observations (**art.120 CPP**).

Le juge d'instruction décide de l'ordre des interventions. Il peut l'arrêter dès l'instant où il se trouve suffisamment informé.

1) L'audition des témoins simples

Les témoins peuvent également comparaître volontairement (**art.101 CPP**).

La convocation doit se faire par citation par un huissier de justice ou bien agent de la force publique, lettre simple ou lettre recommandée, et enfin par la voie administrative.

Toute personne citée pour être entendue comme témoin est tenue de comparaître, de prêter serment (sauf le mineur de moins de 16 ans). S'il ne comparait pas ou s'il refuse, il peut être forcé par la force publique (**art.101 et 109 CPP**).

2) L'audition de la partie civile

Le juge doit avertir la victime de l'infraction de l'ouverture de la procédure, de son droit de se constituer partie civile, et des modalités d'exercice de ce droit. La partie civile ne prête pas serment. Elle se fait dans les conditions identiques que la personne mise en examen (**art.144 CPP**).

3) L'audition de la personne mise en examen

a) L'interrogatoire de première comparution

Il peut se réaliser postérieurement à un déferrement après une garde à vue ou une retenue, ou bien dès lors qu'une personne est conduite devant le juge d'instruction en exécution d'un mandat d'amener ou d'un mandat d'arrêt.

La convocation vient préciser que la mise en examen ne pourra intervenir que postérieurement à l'issue de la première comparution de la personne devant le juge d'instruction (**art.80-2 CPP**).

En matière criminelle, l'interrogatoire de première comparution est réalisé dans le cabinet du juge d'instruction ainsi que les confrontations, ils doivent faire l'objet d'un enregistrement audiovisuel (**art.116-1 CPP**).

Le juge d'instruction, lors de l'interrogatoire, constate l'identité de la personne poursuivie et l'informe des faits dont il est saisi et de la qualification juridique (**art.116 al2 CPP**).

Le juge d'instruction informe l'intéressé de son droit de faire des déclarations, de répondre aux questions posées ou de se taire : **article 166 al 4 CPP**. En ce sens : **Cass. crim. 4 novembre 2020 n°20-84046** : « s'il est exact que le droit de se faire peut être exercé, tout au long de la procédure, aucune disposition n'impose qu'il soit rappelé à chaque acte, l'existence de droit »

Selon l'article **art.116 al.6 CPP**, l'interrogatoire de première comparution peut se finir par une mise en examen de l'intéressé ou un placement sous le statut de témoin assisté.

b) La mise en examen

Elle est communiquée par le juge d'instruction à l'issue de l'interrogatoire de première comparution. La mise en examen n'est possible qu'en cas « d'indices graves ou concordants rendant vraisemblable » (**article 80-1 CPP**). Le juge ne peut procéder à la mise en examen « que s'il estime ne pas pouvoir recourir à la procédure de témoins assisté » (**art. 80-1 al.3 CPP**).

La personne mise en examen peut demander l'annulation dans les 6 mois à compter de la notification de mise en examen (**art.173-1 CPP**). En cas d'annulation de la mise en examen, l'intéressé devient témoin assisté.

Le juge d'instruction doit informer la personne mise en examen de son droit de solliciter l'accomplissement d'un acte comme : expertise, confrontation, transport sur les lieux, examen médical ou psychologique. Généralement toutes mesures utiles (**art.166 al 8 CPP**).

2) Les interrogatoires ultérieurs

Les interrogatoires des parties, y compris de la partie poursuivie ne peuvent avoir lieu qu'en présence de leurs avocats dûment convoqués au plus tard 5 jours ouvrables avant l'interrogatoire (**art.114 CPP**).

Les avocats et parties peuvent transmettre à des tiers pour les besoins de la défense uniquement les copies des rapports d'expertise (**art.114 al. 6 CPP**).

Le procureur de la République peut assister à l'ensemble de ces interrogatoires, auditions et confrontations (**art.119 CPP**).

II. L'audition du témoin assisté



À retenir : Le témoin assisté est un statut intermédiaire entre celui de témoin simple et celui de mise en examen. Il n'est ni partie ni tiers à la procédure.

Lors de la première audition du témoin assisté, le juge d'instruction constate son identité, lui donne connaissance du réquisitoire introductif (**art. 113-4 al.1 CPP**).

Le témoin assisté bénéficie du droit d'être assisté par un avocat (**art.113-3 al.1 CPP**).

Si le juge d'instruction estime que sont apparus au cours de la procédure des indices graves ou concordants la justifiant, la mise en examen du témoin assisté est possible.

A) Les confrontations



Définition : Les confrontations consistent dans l'interrogatoire simultané de plusieurs personnes, chacun d'elles gardant alors le statut qui est le sien dans le cadre de l'instruction (**art.114 CPP**).

La personne mise en examen et le témoin assisté ont la possibilité, lorsqu'ils sont non mis en cause, de solliciter une confrontation séparée avec chacune d'elles (**art.120-1 CPP**).

B) Les expertises

Les expertises peuvent être sollicitées par le juge d'instruction, le ministère public, ou les parties (**art.156 al.1 CPP**).

Le juge d'instruction désigne un ou plusieurs experts, choisis en principe sur une liste nationale ou régionale (**art.159 et 157 CPP**).

Les experts établissent un rapport qui indique de façon précise les opérations et les conclusions, lesquelles sont portées à la connaissance des parties (**art.166 CPP**).

C) L'enquête de personnalité

Le juge d'instruction a 2 possibilités pour procéder à cette enquête :

- Il procède ou fait procéder par un OPJ dans le cadre d'une commission rogatoire, soit par une personne habilitée, à une enquête de personnalité sur les personnes mises en examen ainsi que leurs situations matérielle, familiale ou sociale (**art.81 al6 CPP**). Elle est obligatoire en matière criminelle et facultative en matière de délit ;

- Il fait procéder à une enquête rapide pour vérifier la situation matérielle, familiale et sociale d'une personne mise en examen et d'avoir des informations sur les mesures propres à favoriser l'insertion sociale de l'intéressée (**art.81 al.7 CPP**).

D) Les autres actes de l'instruction

Certains actes d'instruction sont similaires à l'enquête. Il se déroulent généralement dans des conditions identiques. Les actes de l'instruction peuvent être accomplis après l'établissement d'une **commission rogatoire**.

En cas d'**ouverture d'une information**, le procureur de la République a la possibilité d'autoriser la prolongation des mesures (interceptions de correspondances, géolocalisation, etc.) qui débute **au cours de l'enquête** si elles permettent la recherche de la manifestation de la vérité (**art.80-5 CPP**).

L'autorisation ne peut être donnée que pour une durée ne pouvant **excéder 48h** à compter de la délivrance du réquisitoire introductif. Elle doit faire l'objet d'une décision écrite, spéciale et motivée qui mentionne les actes dont la poursuite a été autorisée.

Le juge d'instruction peut mettre un terme à ces opérations : à tout moment.



Attention : Le Conseil constitutionnel, dans une décision du **21 mars 2019 n°2019-778 DC n°214**, précise que les actes d'enquête qui sont subordonnés à une autorisation préalable du juge des libertés et de la détention. La prolongation ne pourra excéder la durée initialement fixée par le JLD.

1) Les perquisitions et saisies

Les perquisitions et saisies sont possibles **dans tous les lieux** dans lesquels c'est possible de découvrir des **objets, données informatiques ou biens** dont la découverte peut s'avérer utile à la manifestation de la vérité ou bien sont l'objet ou le produit direct, indirect de l'infraction (**art.94 CPP**).

Les règles applicables sont celles de l'enquête de flagrance.

Les objets, documents, données informatiques sont inventoriés et placés sous scellées (**art.97 CPP**).

2) Les réquisitions

Elles répondent principalement aux règles prévues pour l'enquête de flagrance, mais sont placées sous le contrôle du juge d'instruction.

3) Les mesures de surveillance

a) La géolocalisation

Elle est autorisée dès lors qu'elle porte sur un crime ou un délit (puni d'au moins 3 ans d'emprisonnement) ainsi que les instructions portant sur la recherche des causes de la mort ou de la disparition d'une personne (**art.230-32 et s. CPP**).

La décision du juge d'instruction permet la géolocalisation, mais celle-ci doit être motivée par référence aux éléments de fait et de droit justifiant que ces opérations sont nécessaires (**art. 230-32 CPP**).

Elle est permise pour **4 mois** renouvelables.

b) L'interception des correspondances émises par voie électronique

Conditions :

- En matière criminelle ou correctionnelle, si la peine encourue est égale ou supérieure à 3 ans d'emprisonnement (**art.100 al1 CPP**).
- Il est nécessaire que les nécessités de l'information l'exigent (**art. 100 al1 CPP**) ou à la demande de la victime sur sa ligne en cas de délit puni d'une peine

d'emprisonnement commis par la voie des communications électroniques sur sa ligne (**art.100 al4 CPP**).

Il est nécessaire d'avoir une autorisation écrite et motivée par référence aux éléments de faits et de droit justifiant que ces opérations sont nécessaires et précisant tous les éléments d'identifications à intercepter ainsi que l'infraction qui motive le recours à ces mesures (**art.100-1 CPP**).

Cette mesure ne peut durer plus de 4 mois. Les enregistrements sont placés sous scellés : **art. 100-4 al2 CPP**.



Attention : A peine de nullité ne peuvent faire l'objet d'une interception : les correspondances avec un avocat relevant de l'exercice des droits de la défense ainsi que les correspondances avec un journaliste permettant d'identifier une source en violation de l'**article 2 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse**.